



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2020 - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « *garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.* »

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'Etat aux côtés des acteurs de terrain est indispensable, car ils disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les collectivités territoriales, auxquelles leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières. L'ensemble des politiques publiques portées par les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir efficacement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le pilotage local est la garantie de la mise en œuvre d'actions répondant aux besoins repérés sur les territoires. C'est donc dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qu'une convention d'appui entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier a été signée le 31 octobre 2020 pour une durée de 3 ans (2020-2021-2022). Cette convention définit des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats. Ces engagements réciproques permettent de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Au titre de l'année 2020, l'Etat a apporté son soutien financier à la Métropole, la Ville et le CCAS à hauteur de 500 000 € pour la réalisation de ces actions dont le cout global estimé s'élève à 1 M€.

Toutes les actions prévues à la convention ont été réalisées ou ont connu un démarrage. Ce sont les suivantes :

Pour un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité :

- création d'un lieu multi partenarial pour les familles à la rue : opération démarrée avec l'association ALPJ qui a été retenue (le lieu d'installation est en cours de repérage) ;
- soutien renforcé des associations qui gèrent les accueils de jours et centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues pour l'amélioration de l'accès à l'hygiène : distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches, augmentation du nombre de maraudes du bus « la bulle – douche nomade » ainsi que l'amélioration à l'accès des douches existantes en particulier pour les femmes (Secours Catholique, Croix Rouge, Bulle Douche Nomade, Issue Pause).

Pour répondre à la demande croissante d'aide alimentaire :

- consolidation du nouveau marché solidaire piloté par la SPF34 et hausse de ses approvisionnements locaux (MIN) ;
- étude et coordination de l'aide alimentaire avec le CIRAD et Sup agro ;
- expérimentations pour développer les approvisionnements durables de l'aide alimentaire via la FAS et le Secours catholique.

Pour contribuer à l'insertion professionnelle et mobilisation des entreprises :

- expérimentation de parcours innovants dans l'emploi pour les personnes en précarités par le soutien des actions du CEIS / CCAS, de l'APSH 34 (avec APS 34 et Cap'A Cité) ;
- développement des dispositifs d'insertion par l'activité économique avec la création de 3 nouveaux chantiers d'insertion : « La Fabric' à vélo » porté par « Recycl & Vous, le chantier d'insertion d'aide-soignante porté par l'IMEIF, le chantier d'insertion « Les Jardins de Cocagnes Mirabeau » ;
- mobilisation des entreprises avec l'action de Coraline (Diversifiez vos talents).

Pour lutter contre la fracture numérique :

- structuration du Point Conseil Numérique porté par le CCAS.

Pour la prise en compte des besoins essentiels des personnes vivant en bidonvilles et squats :

- une coopération entre acteurs institutionnels, associatifs et le Collectif Luttopia visant à mobiliser l'ensemble des leviers disponibles pour accompagner et trouver des solutions de logement (ou d'hébergement) pour les personnes vivant dans le squat des anciennes archives d'une part. Et d'autre part, soutenir collectivement un projet d'habitat intercalaire porté par l'association Luttopia ;
- sécurisation de l'accès à l'eau sur l'ensemble des bidonvilles de la Métropole ;
- étude sanitation sur le site de Zénith 2 ;
- sécurisation de site Bonnier de la Mosson ;
- inscription aux activités périscolaires ou Centres de loisirs pour les enfants des bidonvilles.

Pour faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés des dispositifs :

- étude pour la mise en place d'une mutuelle communale.

Le rapport d'exécution 2020, établi par la Métropole en lien avec la Ville et le CCAS, rend compte de l'exécution des crédits versés en 2020 au titre de ladite convention d'appui. Il rappelle ainsi, action par action, le projet et les engagements. Il rend compte de son exécution en présentant les résultats obtenus et les écarts éventuellement observés, ainsi que les perspectives futures de mise en œuvre des actions, du fait de la signature tardive de la convention dont le contenu et la mise en place des moyens pour la réalisation des actions ont été conclus en moins de 2 mois. Certaines actions verront ainsi leur pleine réalisation au 1^{er} semestre 2021. Enfin, ce document contient un bilan financier global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville et ses partenaires sur le territoire, par rapport au cadre financier initial.

Le vote de ce rapport d'exécution qui est soumis à approbation du Conseil, conditionne la délégation des crédits qui seront alloués par l'Etat en 2021, à l'occasion de la prise d'un avenant à la convention initiale. Cet avenant fera également l'objet d'une délibération qui sera présentée lors d'un prochain Conseil de Métropole et municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport d'exécution 2020 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157229-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport d'exécution 2020 (annexe délib).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.